

# Canada : les pratiques néocoloniales en Guyane

mercredi 16 septembre 2020, par [ENGLER Yves](#) (Date de rédaction antérieure : 13 septembre 2020).

**Reflétant un déséquilibre extrême du pouvoir, les habitants de la Guyane sont bien informés de l'activité canadienne dans leur pays, mais nos médias mentionnent rarement la petite nation de la côte atlantique nord de l'Amérique du Sud.**

Aussi, c'était un signe positif de constater que la [CBC](#) et le [Calgary Herald](#) ont évoqué la récente nomination de l'ancienne première ministre de l'Alberta Alison Redford pour diriger un examen du secteur pétrolier dans l'ancienne colonie britannique, située entre le Venezuela et le Suriname. Redford dirigera une équipe de consultants canadiens pour examiner le projet massif d'Exxon Mobil dans ses installations pétrolières de Payara.

En février, l'ONG internationale Global Witness a publié un [rapport explosif](#), alléguant que dans le cadre de l'accord pétrolier lucratif d'Exxon, le Guyana perdrait jusqu'à 55 milliards de dollars – alors que, selon les besoins sont criants pour construire des routes, des hôpitaux, des écoles, ainsi que des mesures destinées à protéger les 90 % de la population menacée par la montée du niveau de la mer. Tout récemment, Ottawa s'est [joint au](#) secrétaire d'État américain Mike Pompeo pour condamner la « fraude électorale » présumée lors des élections régionales et générales contestées du 2 mars en Guyane. Les responsables canadiens ont [plusieurs déclarations](#) déclarations critiquant le gouvernement précédent et le décompte des voix.

## Une histoire ancienne

Au début des années 1900, la politique canadienne appuyait l'annexion des possessions caribéennes de l'Empire britannique (les diverses îles ainsi que le Honduras britannique et la Guyane). Par la suite, le Canada y a exercé dans cette région une influence considérable. La Banque Royale du Canada et la Banque de Montréal ont investi dans un projet dirigé par le magnat des chemins de fer canadien William Cornelius Van Horne. En 1909, la Banque Royale a aidé la société américaine Alcoa (huitième producteur mondial d'aluminium) à développer ses activités dans les mines de bauxite .

De 1942 à 1945, le Canada a déployé dans ce pays une compagnie de soldats et un navire de guerre, ce qui répondait à une demande de la société Alcan, soi-disant pour protéger ses installations. La Grande-Bretagne, qui exerçait alors la tutelle coloniale sur la Guyane, insistait pour avoir des soldats canadiens blancs.

Lorsque une révolte anticoloniale a balayé le pays en 1953, le gouverneur britannique a utilisé des agents de police spéciaux étrangers, dont Charles K. Ward, alors à l'emploi de la filiale guyanaise d'Alcan et ancien officier de la Marine royale canadienne. Des membres du personnel d'Alcan étaient utilisés pour réprimer les « troubles ».

Cette présence militaire était associée aux investissements canadiens dans l'industrie de la bauxite du Guyana. En 1970, le prix de la tonne de minerai de bauxite était de 18 millions, 160 millions pour

l'alumine et 1 000 millions pour le lingot d'aluminium. Au total sur chaque tonne de bauxite exportée par la Guyane, il en restait 72 millions pour ce pays et 1 milliard pour Alcan. Dans les mines de bauxite, les conditions de travail et de vie étaient épouvantables. Les travailleurs étaient parqués dans des taudis alors que le personnel d'encadrement vivait dans des quartiers luxueux, avec clubs exclusifs et terrains de golf. Pour entrer dans la ville de MacKenzie où se situaient ces installations, il fallait des laissez-passer. Selon les mouvements nationalistes tel la Société africaine pour les relations culturelles avec l'Afrique indépendante, le système en place s'apparentait à l'apartheid en Afrique du Sud.

Une « aide » orientée dans le mauvais sens

À partir du début des années 80, le Canada a fait pression pour une restructuration économique néolibérale en Guyane. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a été impliquée dans le premier [prêt d'ajustement structurel](#) consenti par la Banque mondiale à la Guyane, dans le but avoué de « transférer des secteurs importants de l'économie au secteur privé, tant local qu'étranger ». Plus tard, les institutions financières appuyées par le Canada ont exercé des pressions pour que la Guyane adopte une série de réformes préconisées par le « club » des donateurs, le Guyana Support Group. Une fois adoptées, les réformes ont contribué à des coupures drastiques dans les dépenses en santé et en éducation. Selon le Haut-commissaire du Canada à l'époque, Frank Jackman, ces réformes impopulaires étaient « nécessaires ». Des manifestations qui dénonçaient ce programme s'en sont pris aux locaux du Haut-commissaire.

Comment « gérer » une tragédie

Les investissements canadiens en Guyane se sont multipliés dans les décennies subséquentes, dont l'entreprise Cambior du Québec. En août 1995, le barrage de résidus de la mine de cette entreprise à Omai s'écroulait, déversant 1,2 milliard de litres de boues contenant du cyanure dans la rivière Essequibo, la principale voie navigable du pays. Un grand nombre de poissons ont été tués et des milliers d'habitants des berges ont temporairement perdu leur gagne-pain. La zone a ensuite été déclarée zone sinistrée. Pour éviter d'éventuelles réclamations juridiques, Cambior « compensait » les pêcheurs \$1,50 chacun, en échange de leur engagement à ne pas poursuivre la compagnie. Entretemps, le Haut-commissaire du Canada, Louis Gignac faisait pression sur le premier ministre guyanais Samuel Hinds pour réduire la portée et la durée de la commission d'enquête chargée d'enquêter sur le déversement.

---

**Yves Engler**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.*

---

**P.-S.**

[Yves Engler](#), extraits d'un texte paru dans Canadian Dimension, 9 septembre 2020

<http://alter.quebec/canada-les-pratiques-neocoloniales-en-guyane/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses

diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

**Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste** : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)